

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 29/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20250468

Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement KNDS Ammo France implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thèmes contrôlés lors de la visite d'inspection sont :

- les suites données à la visite d'inspection du 09/10/2024 (point de contrôle N°8 / rejets atmosphériques (2940)) ;
- les installations de combustion de la chaufferie au bâtiment 41F (action nationale de contrôle des installations de combustion moyennes) ;
- la gestion des pertes d'utilités en situation accidentelle (article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KNDS Ammo France a pour activité la fabrication de munitions.

Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion
- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre MCP - 41F	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114, R.515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	2 mois
3	Combustible - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
6	Conformité aux VLE - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.10 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
7	Mesure périodique (périodicité) - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Points 6.3.I et 6.3.II de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
15	Efficacité énergétique - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 3.9 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
18	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques (2940) - suite VI 09/10/2024 bât 28S (PDC N°8)	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1, 6.2, 6.4 et 6.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	VLE - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.4 de l'annexe I	/	Sans objet
5	VLE Chaudières - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.4.I.a) de l'annexe I	/	Sans objet
8	Mesure périodique (appareils < 500 h par an) - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.III de l'annexe I	/	Sans objet
9	Mesure périodique (premier contrôle) - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.IV de l'annexe I	/	Sans objet
10	Mesure périodique (agrément de l'organisme) - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.V de l'annexe I	/	Sans objet
11	Evaluation de la conformité aux VLE - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.VI de l'annexe I	/	Sans objet
12	Système de traitement des fumées - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.4 de l'annexe I	/	Sans objet
13	Système de traitement des fumées (épandage des cendres) - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Points 7.7-IV et 7.7-V de l'annexe I	/	Sans objet
14	Livret de chaufferie - 41F	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.7 de l'annexe	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		I		
16	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
17	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
19	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
20	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Sans objet
21	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
22	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet
23	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
24	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques (2940) - suite VI 09/10/2024 bât 28S (PDC N°8)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1, 6.2, 6.4 et 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques / cabine de laquage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2025
Prescription contrôlée : <p><u>Article 6.1</u> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. [...]</p> <p><u>Article 6.2</u> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. [...]</p> <p><u>Article 6.4</u> Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.</p> <p>En plus des dispositions de l'article 6.2, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à 1 kg/h de poussières, ou 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351, ou 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus ont une hauteur minimale comme définie ci-après.</p> <p>La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.</p> <p>De plus, si le rejet de composés organiques volatils dépasse 150 Kg/h ou 20 kg/h pour ceux à mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351, la hauteur de la cheminée est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.</p> <p><u>Article 6.5</u> Poussières :</p> <p>- si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm³ ;</p>

- si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm³.

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 09/10/2024 :

La cabine de laquage du bâtiment 28S a été mise en service fin 2023-début 2024. Le dossier de porter-à-connaissance du 07/02/2023 prévoit une vérification annuelle des rejets atmosphériques pour les paramètres suivants : poussières et COV.

L'exploitant a fait réaliser un contrôle des rejets atmosphérique de la cabine de laquage le 15/11/2023 par la société BUREAU VERITAS. Le rapport présente les résultats des mesures de concentration des polluants suivants : COVT. La concentration mesurée est de 4,87 mg/Nm³. Les mesures n'ont pas porté sur le paramètre "poussières". La vitesse d'éjection des gaz mesurée est de 14,1 m/s (> 8 m/s) et le débit est de 11 100 Nm³/h (>5000 m³/h).

Une nouvelle campagne de mesures a été réalisée en septembre 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport correspondant par courriel du 16/10/2024. Ces nouvelles mesures ont été réalisées par la société BUREAU VERITAS le 10/09/2024. Le rapport présente les résultats des mesures de concentration des polluants suivants : COVT. La concentration mesurée est de 3,12 mg/Nm³. Les mesures n'ont pas porté sur le paramètre "poussières". La vitesse d'éjection des gaz mesurée est de 14,3 m/s (> 8 m/s) et le débit est de 11100 Nm³/h (>5000 m³/h).

Conclusion : Le paramètre « poussières » n'a pas été mesuré lors des contrôles périodiques des rejets atmosphériques de la cabine de laquage du bâtiment 28S réalisés les 15/11/2023 et 10/09/2024.

Réponse de l'exploitant par courrier du 20/12/2024 :

Ce paramètre sera ajouté aux contrôles périodiques des rejets atmosphériques 2025.

Demande de compléments de l'inspection par courrier du 11/03/2025 :

L'inspection prend note que le paramètre « poussières » sera mesuré lors du prochain contrôle périodique annuel des rejets atmosphériques de la cabine de laquage du bâtiment 28S. L'exploitant transmettra à l'inspection le prochain rapport de mesures.

Dans l'attente, le constat est maintenu. Échéance maximale retenue = 30/09/2025.

Constat du 08/10/2025 :

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport des mesures des rejets atmosphériques de la cabine de laquage du bâtiment 28S réalisées le 08/07/2025. Les résultats des mesures sont les suivants :

- vitesse d'éjection des gaz = 9,31 m/s
- débit sec = 7200 Nm³/h
- COVT = 16,5 mg/Nm³ (flux = 0,119 kg/h)
- COVNM = 16,2 mg/Nm³ (flux = 0,117 kg/h)
- CH4 = 0,0909 mg/Nm³ (flux = 0,649 kg/h)
- poussières = 0,202 mg/Nm³ (flux = 0,00146 kg/h)

L'inspection constate que ce dernier contrôle a inclus le paramètre "poussières" et que la

concentration mesurée en poussières respecte la valeur limite d'émission (VLE) de 100 mg/Nm³.

Conclusion : Pas d'écart constaté. La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 09/10/2024, associée au point de contrôle n°8, est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre MCP - 41F

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114, R.515-115 et R.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW,

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8.

R.515-115 :

Dans les conditions prévues aux articles R. 181-46, R. 512-46-23 et R. 512-54, l'exploitant porte à la connaissance de l'autorité administrative compétente, avant sa réalisation, toute modification prévue de l'installation de combustion moyenne qui serait susceptible d'avoir une incidence sur les valeurs limites d'émission applicables. Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.
<p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R.515-114 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis les données des installations de combustion moyennes de son site selon les modalités de recueil de données décrites dans l'arrêté du 2 janvier 2019.</p> <p>L'inspection a consulté le registre MCP ; les informations suivantes y sont déclarées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom de l'installation : chaufferie 41F - installation existante - date de début d'exploitation de l'installation : 18/05/1982 - nombre d'appareils composent l'installation : 3 - puissance totale de l'installation : 6,458 MW thermiques (2,35 + 2,35 + 1,758 MW) - charge moyenne en service : 50 % - nombre prévu d'heures d'exploitation annuelle de l'installation : 4300-8600 h - type d'appareil : 3 chaudières au gaz naturel à 100 % <p>Comme présenté dans les points de contrôles suivants, l'inspection a constaté la présence sur site de 2 chaudières seulement au bâtiment 41F, ce qui s'explique par la suppression de la chaudière n°2 de 2,35 MW en 2023. La puissance totale de l'installation est désormais de 4,108 MW thermiques.</p> <p>Conclusion : L'exploitant n'a pas actualisé dans le registre MCP les données relatives à l'installation de combustion moyenne du bâtiment 41F suite à la suppression de la chaudière n°2 de 2,35 MW thermiques, conformément à l'article R.515-115 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Combustible - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.1 de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...]</p>

Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.

Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Constats :

La liste des appareils présents au sein de la chaufferie 41F (et raccordés à une seule cheminée) et dont l'inspection a vérifié la présence et les plaques d'identification, est décrite dans le tableau ci-dessous :

Nom de l'appareil	N° de conduit	Type d'appareil	Puissance de l'appareil (MW)	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement annuel
BABCOCK WANSO N BWD 25 A	générateur 1	chaudière	1 692 kW (puissance utile)	2017	gaz naturel	sans	8400 h
STANDARD FASSEL SKG 1 8 8 7	générateur 3	chaudière	2 200 kW	1982	gaz naturel	sans	800 h

L'inspection a constaté sur site que ces 2 chaudières sont alimentées par du gaz naturel. L'exploitant a précisé que la chaudière principale est la chaudière n°3, et que la chaudière n°1 est utilisée en secours.

Les caractéristiques de la chaudière retirée du site en 2023 étaient les suivantes :

STEIN FASSEL	générateur 2	chaudière	2 200 kW		gaz naturel		
-----------------	--------------	-----------	----------	--	-------------	--	--

La dernière mise à jour de la situation administrative ICPE relative aux chaudières du bâtiment 41F date de la lettre préfectorale du 6 décembre 2017 relative à l'instruction du porter-à-connaissance du 20/06/2017 concernant le remplacement d'une chaudière du bâtiment 41F en 2017 ; il a été acté l'exploitation de 3 chaudières dans le bâtiment 41F d'une puissance thermique nominale totale de 6,458 MW (2,35 + 2,35 + 1,758 MW).

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas déclaré au Préfet la suppression de chaudière n°2 en 2023.

Conclusion : L'exploitant n'a pas effectué la déclaration de cessation d'activité de la chaudière n°2 du bâtiment 41F suite à sa suppression en 2023, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : VLE - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.4 de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), "rapportés aux conditions normales" de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport relatif aux dernières mesures périodiques des rejets atmosphériques de la chaufferie 41F réalisées le 02/09/2025 par BUREAU VERITAS.</p> <p>Le rapport présente les résultats des polluants mesurés exprimés en mg/Nm³ sur gaz secs à 3% d'O₂. L'inspection constate que les conditions de référence auxquelles rapporter les résultats de mesure pour vérifier la conformité aux VLE, sont respectées.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE Chaudières - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.4.I.a) de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, installations existantes - 2<Pt<5MW - >500h/an - VLE jusqu'à 31/12/2029
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. [...]</p> <p>I. « a) » Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <p>- [...] aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale</p>

supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ; [...].

Gaz naturel, Biométhane :

- SO_2 : -
- NO_x (P < 10 MW) : 100 mg/Nm³
- Poussières : -

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport relatif aux mesures périodiques des rejets atmosphériques de la chaufferie 41F réalisées le 02/09/2025 par BUREAU VERITAS.

Le contrôle n'a porté que sur le générateur « 1 », aucune mesure n'a été réalisée sur le générateur « 3 ».

Le rapport conclut au respect de la valeur limite d'émission (VLE) pour l'ensemble des paramètres mesurés.

Les principaux résultats de mesures, pour le générateur « 1 », sont :

- NO_x : 61,4 mg/Nm³ exprimé en NO_2 sur gaz sec à 3 % de O_2

- CO : 0 mg/Nm³ exprimé en CO sur gaz sec à 3 % de O_2

- Poussières : 0 mg/Nm³ sur gaz sec à 3 % de O_2

- SO_2 : 0 mg/Nm³ exprimé en SO_2 sur gaz sec à 3 % de O_2

L'inspection constate que les rejets mesurés respectent la valeur limite d'émission définie pour le paramètre NO_x .

L'inspection précise à l'exploitant que les VLE en vigueur actuellement sont valables jusqu'au 31/12/2029. L'entrée en vigueur de la directive MCP au 01/01/2030 pour les appareils de puissance > 1 MW (et < 5 MW) pourra impliquer la modification de certaines VLE.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité aux VLE - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.2.10 de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Action si non respect VLE

Prescription contrôlée :

6.2.10 : Conformité aux VLE

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.

Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

<p>6.2.3 : Vitesse d'éjection des gaz</p> <p>[...] B. Pour les autres appareils de combustion, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à :</p> <p>- 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle précédent, les rejets atmosphériques de la chaudière n°1 contrôlés le 02/09/2025 respectent les VLE (valeurs limites d'émission).</p> <p>Les mesures ont également porté sur la vitesse d'éjection des gaz et sur le débit rejeté ; les résultats sont les suivants :</p> <p>- vitesse d'éjection : 2,30 m/s (<5 m/s)</p> <p>- débit sec : 540 Nm³/h à 3 % de O₂</p> <p>De plus, le rapport de mesures des rejets atmosphériques précise que : "Les valeurs limites de vitesses d'éjection ne sont applicables que pour des installations fonctionnant à 100% de leur puissance nominale. Ce n'était pas le cas ici. Aucun avis de conformité n'a donc été émis sur ce paramètre".</p> <p>L'inspection constate que la vitesse d'éjection de gaz de combustion est inférieure à 5 m/s.</p> <p>Conclusion : Le dernier contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière n°1 du bâtiment 41F réalisé le 02/09/2025 montre que la vitesse d'éjection des gaz de combustion est inférieure à la valeur minimale de 5 m/s définie au point article 6.2.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Mesure périodique (périodicité) - 41F

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Points 6.3.I et 6.3.II de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un</p>

<p>combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport relatif aux dernières mesures périodiques des rejets atmosphériques de la chaufferie 41F réalisées le 02/09/2025 par BUREAU VERITAS. Le contrôle n'a porté que sur le générateur « 1 », aucune mesure n'a été réalisée sur le générateur « 3 » (en panne).</p> <p>La puissance thermique totale de la chaufferie 41F étant inférieure à 5 MW, la mesure doit être effectuée au moins tous les 3 ans. La périodicité est donc respectée pour le générateur "1", mais pas pour le générateur "3".</p> <p>Conclusion : Le dernier contrôle périodique triennal des rejets atmosphériques de la chaufferie 41F n'a pas porté sur la chaudière n°3 (chaudière STANDARD FASEL).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Mesure périodique (appareils < 500 h par an) - 41F

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.III de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/an</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après les informations fournies par l'exploitant, les chaudières n°1 et 3 ont des durées de fonctionnement annuel qui sont respectivement de 8400 heures et 800 heures environ. Elles ne sont donc pas concernées par le point 6.3.III de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</p>

Comme précisé au point de contrôle précédent, ces chaudières font l'objet d'une mesure périodique des rejets atmosphériques au moins tous les 3 ans.

Conclusion : non concerné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure périodique (premier contrôle) - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.IV de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique

Prescription contrôlée :

IV. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.

Constats :

D'après les informations fournies par l'exploitant et les données sur les plaques d'identification des appareils de combustion, les chaudières n°1 et 3 ont été mises en service respectivement en 2017 et 1982. Ces chaudières ayant déjà fait l'objet de plusieurs contrôles périodiques de leurs rejets atmosphériques depuis leur installation, l'inspection n'a pas vérifié le rapport relatif à leur premier contrôle.

Conclusion : point non vérifié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesure périodique (agrément de l'organisme) - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.V de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation

Prescription contrôlée :

V. Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport relatif aux dernières mesures périodiques des rejets atmosphériques de la chaufferie 41F réalisées le 02/09/2025 par BUREAU VERITAS. L'organisme BUREAU VERITAS possède une accréditation COFRAC N°1-7368. Après consultation du site www.cofrac.fr, l'inspection a constaté que l'agence Nord-Ouest Orléans de Boigny sur Bionne, qui a réalisé le contrôle, possède notamment l'agrément pour la qualité de l'air dans

<p>l'environnement (échantillonnage - prélèvement).</p> <p>Le rapport relatif aux mesures périodiques des rejets atmosphériques réalisées le 02/09/25 précise que les résultats des mesures concernant les paramètres suivants sont rendus sous couverts de l'accréditation COFRAC : vitesse d'éjection, débit humide, O₂, CO₂, CO, NO_x. Les paramètres sans accréditation sont : poussières, SO₂ (la valeur mesurée était de 0 mg/Nm³ pour ces 2 paramètres). En annexe du rapport sont présentés les rapports des analyses des prélèvements par le laboratoire EUROFINS ANALYSES DE L'AIR SAS de Saverne (67700). Il possède une accréditation COFRAC N°1-6925. Après consultation du site www.cofrac.fr, l'inspection a constaté que ce laboratoire possède notamment l'agrément pour la qualité de l'air dans l'environnement (analyses physico-chimiques).</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Evaluation de la conformité aux VLE - 41F

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.3.VI de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle N°5, l'inspection constate que les rejets mesurés le 02/09/2025 respectent la valeur limite d'émission (VLE) définie pour le paramètre NO_x.</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Système de traitement des fumées - 41F

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.4 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NO_x pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>
<p>Constats :</p>

Les deux chaudières du bâtiment 41F ne sont pas équipées de dispositif de traitement des rejets atmosphériques.

Conclusion : non concerné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Système de traitement des fumées (épandage des cendres) - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Points 7.7-IV et 7.7-V de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse

Prescription contrôlée :

IV. Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 10 MW, et dont les cendres sous-multicyclone sont épandues, sont dotés, au plus tard le 1er septembre 2024, d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous multi-cyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.

V. Les appareils de combustion de biomasse d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 5 MW dont la déclaration ou la modification de la déclaration est déposée à compter du 1er janvier 2024, et pour lesquels les cendres sous multi-cyclone seront épandues, sont dotés d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous-multicyclone.

Les appareils de combustion de biomasse déclarés après le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 5 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.

Constats :

Les deux chaudières du bâtiment 41F fonctionnent au gaz naturel (pas de biomasse).

Conclusion : non concerné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Livret de chaufferie - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6.7 de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie

Prescription contrôlée :

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

Constats :

L'inspection a consulté le livret de chaufferie relatif aux 2 chaudières du bâtiment 41F. Il comporte les résultats des contrôles et opérations d'entretien effectués, et est très régulièrement

complété.

Dans le livret de chaufferie sont notamment enregistrées les opérations suivantes effectuées tous les 5 jours : ronde chaufferie + purge de fond chaudières + analyses d'eau + parfois le remplacement des filtres de chaudières.

L'exploitant mesure le rendement selon une périodicité trimestrielle. La dernière mesure a été effectuée le 07/08/2025 et aboutit à une valeur de rendement de 94,7 % pour la chaudière n°1, enregistrée dans le livret de chaufferie.

Le livret de chaufferie mentionne également le 07/08/2025 un contrôle de combustion des 2 chaudières, avec une non-conformité de la chaudière n°3 due à du calcaire. Un détartrage est prévu le 17/10/2025.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Efficacité énergétique - 41F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 3.9 de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.

Objet du contrôle :

- réalisation du contrôle périodique de l'efficacité énergétique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé (respect du délai, réalisation par organisme agréé, présence du rapport et vérification du respect des dispositions relatives notamment aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique).

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport relatif au dernier contrôle périodique triennal (puissance nominale < 5 MW) de l'efficacité énergétique de la chaufferie 41F qui a été effectué le 02/09/2025 par l'organisme BUREAU VERITAS. Le rapport mentionne notamment les informations suivantes :

- Le contrôle n'a porté que sur le générateur « 1 », le second (nommé générateur « 3 ») était en panne.
- Le rendement calculé pour le générateur « 1 » est de 93,5 % (> 85,0 % : conforme).
- La prochaine inspection périodique est à réaliser avant le 1er septembre 2028.
- Le livret de chaufferie est existant, bien tenu et à jour. Les rendements périodiques n'appellent pas de remarque.
- Le rapport conclut à la non conformité globale des 2 générateurs suite aux constats suivants :
 - pour le générateur « 1 » : absence d'indicateur de température du fluide caloporteur
 - pour le générateur « 3 » : absence d'enregistreur de température du fluide caloporteur + absence d'enregistreur de pression de vapeur

Le rapport précise que l'exploitant est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de contrôle (rapport daté du 11/09/2025) (selon l'article R224-36 du code de l'environnement).

- Concernant les installations destinées à la distribution de l'énergie thermique, le rapport précise

que leur entretien semble satisfaisant, mentionne un bon état général et émet l'observation suivante : le marquage des réseaux est incomplet.

Conclusion : Le rapport relatif au dernier contrôle périodique de l'efficacité énergétique de la chaufferie du bâtiment 41F réalisé le 02/09/2025 par BUREAU VERITAS conclut à des non-conformités. De plus, le rendement de la chaudière n°3 n'a pas pu être calculé car elle était en panne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces

conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle. Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle. Conclusion : Absence de procédure écrite concernant la mise en sécurité des installations du site en cas de perte d'utilité électrique. Comme précisé dans le point de contrôle n°21, la liste des équipements de secours électrique du site et leur plan de localisation, ainsi que la liste des équipements secourus associés, devront être inclus dans la procédure de mise en sécurité du site en cas de perte d'électricité. Et comme précisé dans le point de contrôle n°22, l'autonomie des dispositifs d'alimentation électrique de secours, ainsi que leur adéquation aux besoins définis, devront être précisés dans la procédure de mise en sécurité du site en cas de perte d'électricité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : <u>Article 59 : Consignes d'exploitation et de sécurité</u> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] <ul style="list-style-type: none"> - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; [...] - l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; [...]
Constats : Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle. Conclusion : Constat identique aux points de contrôle n°18 et 21.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : <u>Article 64 : Equipements à l'arrêt</u> En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la

<p>prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 56 : Utilités</u></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p> <p>Toutefois, l'inspection précise que la liste des équipements de secours électrique du site et leur plan de localisation, ainsi que la liste des équipements secourus associés, devront être inclus dans la procédure de mise en sécurité du site en cas de perte d'électricité (voir point de contrôle n°18).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : <u>5. Mesures de maîtrise des risques</u> Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. [...]
Constats : Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle. Conclusion : Pas d'écart constaté. Toutefois, l'inspection précise que l'autonomie des dispositifs d'alimentation électrique de secours, ainsi que leur adéquation aux besoins définis, devront être précisés dans la procédure de mise en sécurité du site en cas de perte d'électricité (voir point de contrôle n°18).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : <u>Article 52 : Maîtrise des procédés</u> Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.
Constats : Les constats étant susceptibles de comporter des informations sensibles, ils sont libellés en annexe confidentielle. Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : <u>Article 56 : Utilités</u> [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
Constats : L'exploitant déclare ne pas avoir établi de plan d'actions. Il prévoit la rédaction d'une procédure de mise en sécurité du site en cas de perte d'électricité. L'inspection rappelle que les éventuels travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions de l'article 56 (utilités) de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 doivent être réalisés avant le 1er janvier 2026. <u>Conclusion :</u> Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite